

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/ECU/4
10 novembre 2000

(00-4764)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Questions posées par les ÉTATS-UNIS concernant la notification de l'ÉQUATEUR¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 8 novembre 2000.

1. À l'article 71 de sa loi, l'Équateur prévoit qu'un contingent d'importation ne peut pas être inférieur à la "moyenne des importations du produit en question effectuées pendant les trois dernières années civiles précédant l'année de l'ouverture de l'enquête ...". Veuillez expliquer comment concilier cette prescription avec l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, qui prévoit que la mesure ne ramènera pas les quantités importées au-dessous du niveau "d'une période récente, qui correspondra à la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années *représentatives* pour lesquelles des statistiques sont disponibles ...". (pas d'italique dans l'original.)

2. Les articles 83 et 88 semblent établir des règles différentes concernant la prorogation des mesures de sauvegarde. Veuillez expliquer comment concilier les règles énoncées dans ces deux articles avec celles de l'article 7:2 de l'Accord sur les sauvegardes, qui prévoit qu'une mesure peut être prorogée "à condition que les autorités compétentes ... aient déterminé ... que la mesure de sauvegarde continue d'être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et qu'il existe des éléments de preuve selon lesquels la branche de production procède à des ajustements ...".

3. Quelles fonctions l'Équateur prévoit-il qu'un "groupe de travail" constitué pour un produit agricole au titre de l'article 93 pourrait remplir au cours d'une enquête?

4. Veuillez expliquer de façon plus détaillée le fonctionnement des articles 96 à 98 relatifs aux demandes présentées à la Communauté andine.

¹ G/SG/N/1/ECU/3.